

Macron, Merkel et Johnson appellent formellement à la dictature sanitaire globale



[Source : Russie politics]

par Karine Bechet-Golovko

La France, La Grande-Bretagne et l'Allemagne sont lancées en première ligne pour tenter de mettre fin à l'organisation mondiale découlant de la Seconde Guerre mondiale, telle que nous la connaissons aujourd'hui. Or, pour détruire un système international, il faut généralement une grande guerre, qui met à plat les sociétés et les économies. Le Covid trouve ici toute son utilité : contre « la tentation du nationalisme », à l'heure d'une dévastation socio-économique et humaine comme l'on en n'a pas connue depuis 1945, il nous est intimé de repenser le système des relations internationales. La Première Guerre mondiale [Ndlr : des élites mondialistes contre l'Humanité ordinaire] doit permettre l'avènement d'un monde global, basé sur un principe primaire totalisant de « santé ». Toute vie, humaine ou animale, est assimilée et réduite à sa dimension biologique; les États ou les sociétés privées, au même niveau, sont gouvernés par des instances globales. Les États-Unis restent formellement en retrait, la Russie et la Chine n'ont pas signé cet appel, mais soyons certains que le front diplomatique va s'ouvrir. Cet appel « pour une architecture internationale sanitaire plus robuste » explique enfin pourquoi la gestion de cette crise sanitaire du Covid a été aussi désastreuse : elle permet de mettre en scène les conditions nécessaires à la tentative de ce qui ressemble à s'y méprendre à un coup d'État global, avec un changement formel du lieu et du fondement légitime de l'exercice du pouvoir.

La presse britannique diffuse un appel signé par 26 dirigeants de pays dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Ukraine, la Thaïlande, l'Albanie, le Costa Rica, le Rwanda, le Kenya, etc. Parmi les États, qui doivent représenter tous les continents, l'on notera l'absence significative, d'une part des États-Unis, qui ne partent pas en première ligne, puisque leurs pays-satellites sont là pour prendre la responsabilité de ces combats. D'autre part, l'absence de la Russie est également notable, elle qui tente de ne pas dissoudre sa souveraineté dans cette vague covidienne globale. En ce sens, en plus des États, cet appel est signé par différents organes de la gouvernance globale, à savoir par le directeur

général de l'OMS (organe, qui est devenu le centre de gouvernance, puisque le pouvoir est légitimé par la « santé ») et par le président du Conseil européen, Charles Michel, qui est à la pointe du combat idéologique dans la zone européenne, zone stratégique en raison de la nécessité de faire plier la Russie.

Cet appel a été diffusé, en ce qui concerne la France, sur le site de Macron, mais étrangement en anglais, de l'Élysée – en anglais et en français, et évidemment par les institutions européennes, qui retrouvent ici un nouveau souffle, dans la destruction de l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale.

Cet appel s'appuie sur la crise sanitaire pour tenter de reformater les relations entre les pays. Ce qui est posé dès le titre :

« Agir pour une architecture sanitaire internationale plus robuste »

La « crise » étant étiquetée sanitaire, toutes les réformes de l'organisation des relations internationales doivent être *a priori* justifiées par le facteur sanitaire, sans que cela ne se discute. Pourtant, les différentes pandémies, d'hépatites ou de SIDA par exemple, qui ont fait des millions de morts et qui sont toujours en cours, n'ont jamais nécessité de réformes de l'ordre international. Peu importe, le Covid *doit* le nécessiter.

Historiquement, pour schématiser, les changements radicaux des rapports internationaux ont découlé des grands conflits. Nous vivons actuellement dans le système issu de la Seconde Guerre mondiale, qui avait mis fin au système des États nations, remplacé alors par celui des pôles de pouvoir, initialement deux, chacun dominé par un État central. Déjà, par ces mécanismes, les États furent attaqués et fragilisés. Lorsque l'URSS a été détruite comme pays, le bloc qu'elle dirigeait s'est écroulé avec elle, laissant flotter et dériver des pays, dont les structures politiques et étatiques étaient trop faibles pour assumer une véritable souveraineté. Ils furent absorbés sans aucune difficulté dans le bloc atlantiste. Nous sommes alors passés à un système global régionalisé, et l'UE a pris toute son importance pour aboutir le processus visant à évider les États de toute substance souveraine. Le retour de la Russie sur la scène internationale, tout d'abord sur le plan de la communication avec le fameux discours de Poutine à Munich, puis réellement avec la Crimée et la Syrie, a provoqué une rupture dans cette organisation lissée. À la différence de la Chine, la Russie a une dimension civilisationnelle et peut proposer un modèle qui soit acceptable en Occident, comme cela a déjà été le cas, elle présente donc un danger accru pour le monde global, qui ne peut avoir qu'un seul projet.

Or, les conflits militaires qui se développent aujourd'hui sous différentes étiquettes sur la planète, au nom de l'exportation démocratique, s'ils permettent un combat pour les ressources stratégiques, ne sont pas de dimension à justifier un changement des relations internationales, à

justifier l'avènement d'une globalisation décomplexée, assumée, revendiquée, contre des États réduits aux slogans d'isolationnisme et de nationalisme.

Le Covid, avec tout le travail en amont de déstructuration des États, de destruction des économies nationales, d'écrasement des hommes et des sociétés, de négations des valeurs humanistes et libérales, a permis de mettre en scène une « Première Guerre globale », menée... contre nous, sous l'égide de structures globales (OMS, UE, ONU), faisant des dégâts socio-économiques comparables à ceux d'un conflit armé de grande ampleur, et, grâce à une statistique plus qu'inclusive venant en aide à une gestion manifestement volontairement catastrophique, des dégâts humains également significatifs.

Le moment est donc venu de cet appel pour un monde global sanitaire, ou plutôt pour une dictature sanitaire globale :

La pandémie de Covid-19 représente le plus grand défi auquel la communauté mondiale est confrontée depuis les années 1940. À cette époque, les dirigeants politiques ont pris la mesure des ravages provoqués par les deux guerres mondiales et se sont retrouvés pour former le système multilatéral. Leurs objectifs étaient clairs : rassembler les pays, éloigner les tentations de l'isolationnisme et du nationalisme, et faire face aux enjeux pour lesquels une solution commune n'était possible que dans un esprit de solidarité et de coopération, à savoir la paix, la prospérité, la santé et la sécurité.

Il est donc demandé de revenir sur l'organisation des relations entre les pays, et ce de manière pérenne, puisque le risque sanitaire existera toujours – il y a toujours eu et il y aura toujours des virus :

Alors que nous luttons ensemble pour venir à bout de la pandémie de Covid-19, notre espoir est aujourd'hui le même de mettre en place une structure plus solide pour le secteur de la santé internationale afin de protéger les prochaines générations.

Il y aura d'autres pandémies et d'autres situations d'urgence sanitaire de grande ampleur. Aucun gouvernement ni aucun organisme multilatéral ne peut, seul, faire face à cette menace. La question n'est pas de savoir si cela aura lieu, mais quand.

L'avenir de la santé de l'humanité ne passe plus par les soins, mais par la vaccination, et sur cette base un nouvel accord global doit être conclu :

Dans cette optique, nous croyons que les pays devraient œuvrer ensemble à

l'élaboration d'un nouveau traité international sur la préparation et la riposte aux pandémies.

Un tel engagement collectif renouvelé serait une étape importante pour consolider la préparation aux pandémies au plus haut niveau politique. La Constitution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lui servirait d'ancrage et il serait soutenu par d'autres organisations sans lesquelles cette entreprise – qui s'appuie sur le principe de santé pour tous – ne pourrait aboutir.

Et le système mis en place par le Règlement sanitaire international (voir notre texte ici) et qui met en place une architecture de soumission et de contrôle des États doit alors être renforcé et servir de base. Le nouveau principe de base de l'organisation des relations internationales, devenu en même temps principe de légitimation du pouvoir, est la « santé ». L'homme, dans ce nouveau monde, n'est plus appréhendé dans sa dimension humaine, spécifique, qui va bien au-delà de la vie biologique. Bien au contraire, il est réduit, à n'importe quelle forme de vie :

Ce traité ferait sien également le principe « une seule santé », qui relie la santé des humains, des animaux et de notre planète.

Et la concentration du pouvoir, sous l'égide de l'OMS et de ses structures, qui gouvernent les autres « acteurs », mais de second rang. Ainsi, les États et les institutions publiques sont mis au même niveau que les ONG ou les entreprises.

Pour ce faire, nous travaillerons avec les chefs d'État et de gouvernement du monde entier et avec toutes les parties prenantes concernées, dont la société civile et le secteur privé

C'est la fin officielle de la souveraineté des États, qui ne sont que des structures vides d'exécution, au nom d'une conception totalitaire et primaire de la « santé » et de la « vie », réduite à sa plus petite dimension. Le moment est donc venu pour utiliser le Covid, afin de transformer en profondeur le système international :

Au moment où le Covid-19 tire parti de nos faiblesses et de nos divisions, nous devons saisir cette occasion pour nous rassembler en tant que communauté mondiale en faveur d'une coopération pacifique qui aille au-delà de cette crise. Le renforcement de nos capacités et de nos systèmes pour y parvenir prendra du temps et exigera un engagement

soutenu pendant de nombreuses années d'un point de vue politique, financier et de la société en général. (...) La préparation aux pandémies a besoin d'un leadership mondial pour bâtir un système de santé mondial à la hauteur de ce millénaire.

Ce système de pouvoir global, basé sur le culte de la santé, s'accompagne d'une transformation puissante des économies, avec la montée en puissance, comme nous le voyons déjà, de certains secteurs liés à la santé et au numérique, au détriment de beaucoup d'autres. C'est aussi un enjeu de pouvoir. Le grand absent de ce nouvel ordre global, c'est l'homme. L'homme dans sa richesse, sa diversité, sa complexité. L'homme, son âme, son esprit. Sa culture, sa civilisation.